

BULGARIE : FICHE PAYS – JUILLET 2023



Catégorie OCDE (2023) : 3

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): BBB / Baa1 / BBB

Change : Lev bulgare (BGN) / Régime de change ancré à l'Euro

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Economie résiliente
- Compétitivité-coût
- Finances publiques maîtrisées
- Faible endettement

FAIBLESSES

- Emigration des jeunes
- Instabilité politique
- Rigidités sur le marché du travail
- Niveau de corruption

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : En 2022, la croissance a ralenti à +3,6 % après une année 2021 de forte reprise postpandémique (+7,6 %). La consommation privée et les exportations ont soutenu la croissance malgré un fort niveau d'inflation (+13,9 % en m.a). En 2023, la croissance devrait se réduire en lien avec le ralentissement de la Zone Euro et un niveau d'inflation qui devrait rester élevé. A moyen terme, le Plan pour la Résilience et la Reprise (PRR) de l'UE contribuerait favorablement à la croissance via la mise en place de réformes sur différents volets comme la transition énergétique.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : En 2023, le déficit public devrait se creuser à -4,8 % du PIB selon la BCE en raison des mesures anti-inflationnistes mises en place jusque fin 2024. La dette publique devrait augmenter à 25 % du PIB en 2023 selon la BCE (22,9 % du PIB en 2022). Toutefois, son niveau reste faible.
- **Vulnérabilité extérieure** : En 2022, la Bulgarie a pu bénéficier de commandes supplémentaires de blé en raison du conflit en Ukraine et réduire son déficit courant à -0,7 % du PIB (-1,9% en 2021). En 2023, la baisse de la demande de l'UE, son principal partenaire commercial, devrait peser sur les exportations. La baisse des importations pourrait toutefois permettre une nouvelle baisse du déficit courant à -0,5 % du PIB selon le FMI. Le pays dispose par ailleurs de réserves de change abondantes (de l'ordre de 8 mois d'importation).
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire s'est montré résilient face aux différentes crises de ces dernières années. Les ratios de solvabilités sont élevés (ratio CAR à 22,3 % en 2022) et le ratio de prêts non performants (NPL) s'améliore (à 4,6 % fin 2022). Néanmoins, il reste parmi les plus élevés de l'UE et pourrait augmenter dans un contexte de ralentissement économique.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Depuis 2021 l'instabilité politique est particulièrement présente dans le pays. En avril 2023, les différents partis se sont accordés sur un système d'alternance au poste de Premier Ministre. Cette configuration offre des perspectives plus stables, mais présente un risque concernant la continuité des réformes. L'adhésion à l'UEM de la Bulgarie a été reportée à 2025.
- **Climat des affaires** : Les indicateurs de gouvernances sont détériorés. La Bulgarie est l'un des pays de l'UE avec le plus fort niveau perçu de corruption.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : La Bulgarie est aujourd'hui le second plus gros émetteur de l'UE. Néanmoins, le pays œuvre pour la transition énergétique via la PRR dont 60% de l'enveloppe est consacrée à ce domaine. Le pays vise par ailleurs à multiplier par 3 la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2026.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022(% du total)

Exportations		Importations	
1	Allemagne 14,7%	1	Allemagne 11,8%
2	Roumanie 9,4%	2	Russie 9,0%
3	Italie 7,5%	3	Türkiye 7,4%
4	Grèce 6,7%	4	Roumanie 7,1%
6	France 3,7%	12	France 2,6%

Sources : CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
	Combustibles 12,2%		Combustibles 16,8%
	Matériels élect. 9,2%		Matériels élect. 10,6%
	Cuivre 8,3%		Matériels méca. 8,7%
	Matériels méca. 7,3%		Automobile 6,1%
	Céréales 3,9%		Minéraux 4,3%

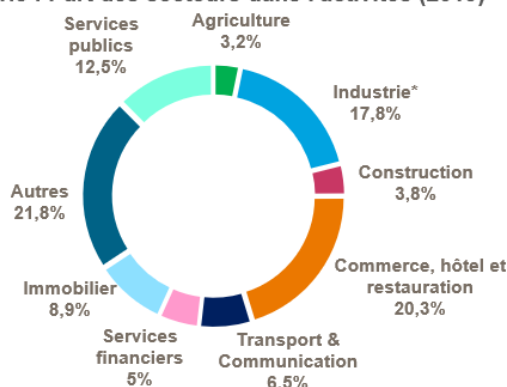
Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

BULGARIE	2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	69	70	84	89	101	106
<i>Rang PIB mondial</i>	73	73	71	68	67	67
Population (Mns)	7,0	6,9	6,8	6,8	6,8	6,7
<i>Rang Population mondiale</i>	104	104	100	100	100	99
PIB / habitant (USD)	9 915	10 170	12 300	13 109	14 893	15 769
Croissance PIB (%)	4,0	-4,0	7,6	3,4	1,4	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)**	3,1	1,7	3,3	13,0	9,4	4,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)**	20,0	24,5	23,9	22,9	25,0	28,1
Solde public (% PIB)**	2,1	-3,8	-3,9	-2,8	-4,8	-4,8
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	Na	Na	Na	Na	Na	Na
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	1,9%	0,0%	-1,9%	-0,7%	-0,5%	-1,0%
IDE (% du PIB)	4,3%	4,5%	4,1%	4,1%	Na	Na
Réserves (en mois d'importation B&S)	8,4	11,0	8,9	7,3	8,8	Na
Dette extérieure totale (% PIB)	61%	62%	56%	53%	55%	55%
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés***	20,21	22,74	22,4	22,3	NA	NA
Taux de NPL***	6,62	5,8	5,9	4,6	NA	NA
ROE	11,33	5,16	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	85	94	93	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	43	43	38	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	30	37	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	54	55	52	57	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 04/2023), *Banque Mondiale, **ESCB, ***BNB a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Bulgarie : Part des secteurs dans l'activités (2019)



*L'industrie extractive inclut également le secteur manufacturier, l'électricité, le gaz et l'eau

Source : National Statistical Institute of Bulgaria (NSI)

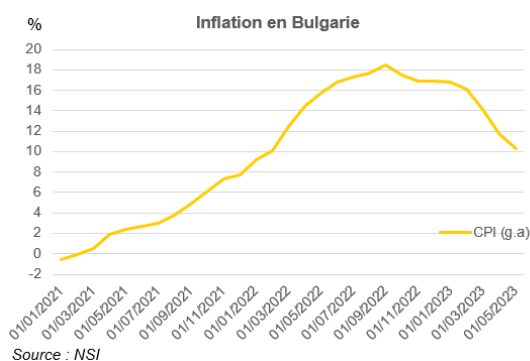


1. SITUATION ECONOMIQUE

• Ralentissement de l'activité en 2022

En 2021, la Bulgarie a connu un fort rebond de la croissance du PIB à +7,6 % à la suite de la normalisation de l'activité économique postpandémie (-4 % en 2021).

En 2022, le PIB a ralenti à +3,4 % dans un contexte de tensions inflationnistes et d'instabilité politique. L'inflation s'est établie à un niveau élevé de +13 % en m.a en 2022. Néanmoins, la consommation privée s'est montrée résiliente grâce à des salaires dynamiques, dans un contexte de marché du travail tendu, et grâce aux différentes mesures anti-inflationnistes mises en place par le gouvernement. Ainsi, la consommation privée a augmenté de +4,7 % en 2022 en m.a. et représentait 72 % du PIB au Q4 selon l'Institut de Statistiques National (NSI).



Les conséquences de la crise en Ukraine sur l'économie de la Bulgarie ont été atténuées par son mix énergétique diversifié (cf Partie 5) qui lui a permis de compenser l'arrêt des livraisons gaz russe au printemps 2022. La Bulgarie a également obtenu une dérogation de la part de l'Union Européenne jusqu'à fin 2024, autorisant l'achat de pétrole russe pour un usage domestique.

Par ailleurs, le pays a bénéficié de commandes supplémentaires sur le blé d'autres pays qui ne pouvaient plus s'approvisionner avec les blés ukrainien et russe. Ainsi, les exportations ont augmenté de +6,9 % en 2022 et soutenu la croissance malgré une facture à l'importation élevée, en hausse de +9,3 %, en raison de l'augmentation des coûts.

Néanmoins l'instabilité politique persistante, défavorable au climat des affaires, a été un frein à l'investissement public et privé (cf Partie 4).

• Une croissance contrainte en 2023

En 2023, l'activité économique devrait à nouveau ralentir avec une croissance du PIB estimée entre +0,8 % et +1,5 % selon les différents instituts de prévision. Le ralentissement de la Zone Euro et la persistance de

l'inflation à un niveau élevé devraient être les principaux freins à la croissance, et cela malgré le prolongement des mesures anti-inflationnistes jusque fin 2024.

L'inflation devrait diminuer tout en restant à un niveau élevé de +9,3% en 2023 selon la Banque Centrale Européenne (BCE). La décélération des prix de l'énergie contribuerait largement au ralentissement tandis que le prix des denrées alimentaires devrait rester à un niveau élevé. La Bulgarie ayant intégré le MCE II en 2020, sa monnaie est arrimée à l'Euro. La banque centrale bulgare (BNB) suit la politique monétaire de la BCE afin de préserver la stabilité du Lev bulgare. Le taux directeur a été augmenté de 312 pdb depuis août 2022, le portant à 3,12 %, et de nouvelles hausses de taux sont donc attendues.

Par ailleurs, la demande externe provenant de la Zone Euro, principal partenaire commercial du pays (66 % des exportations) serait moins dynamique (Cf Partie 3), y compris du côté du tourisme (3 % du PIB). Le secteur agricole (3,2 % du PIB) a connu des difficultés début 2023 en raison du conflit en Ukraine. Les céréales ukrainiennes ont inondé le marché local via les corridors de soutien mis en place par l'UE. En avril, la Bulgarie a temporairement interdit les importations de blé ukrainien ce qui devrait limiter l'impact sur les prix. Le pays appelle l'UE à une meilleure gestion des corridors pour limiter les détournements.

• Perspectives à moyen terme

A moyen terme la croissance du PIB devrait s'établir à 2,9 % en moyenne entre 2024 et 2028. Le Plan pour la Reprise et la Résilience (PRR), d'une enveloppe totale de 9,8 milliards d'EUR, dont 6,3 milliards financés par l'Union Européenne (UE) dans le cadre de Next Generation UE¹, serait un élément capital dans les années à venir. Ce plan comprend différents volets tels que la transition climatique (cf partie 5), la transition numérique ou encore la résilience sociale et économique. Il vise l'élimination des obstacles à une croissance durable via la mise en place de réformes : mesures anti-corruption, amélioration de l'accès à la santé ou encore création et modernisation de parcs industriels dans le pays. Selon la Commission Européenne, ce plan permettrait la création de 36 000 emplois et ces retombées positives contribueraient à la croissance du PIB à hauteur de 0,6 p.p en 2026. Néanmoins le versement des décaissements par l'UE tarde en raison du manque de réformes lui permettant de satisfaire les critères de versement. L'instabilité politique (cf Partie 4) pourrait contribuer à retarder le processus et donc l'obtention de l'intégralité des fonds.²

des critères fixés par l'UE, et proposé un plan destiné à la relance en incluant des objectifs de transition énergétique et numérique.

² Un premier versement d'un montant de 1,37 Mds EUR a déjà été effectué en décembre 2022 (23 % du montant total).



L'intégration de la Bulgarie à l'UEM prévue en 2025 constitue également une perspective favorable pour la Bulgarie, même si le pays éprouve pour l'instant des difficultés à répondre à l'intégralité des critères de convergence (cf Partie 4).

Néanmoins, le pays fait face à certains défis. L'émigration, notamment des jeunes, est particulièrement importante ce qui affecte la dynamique démographique. Selon un rapport de l'ONU, la Bulgarie fait partie des pays qui pourraient connaître une diminution de 20 % ou plus de sa population d'ici 2050, ce qui pourrait donc être un frein à la croissance du pays. Par ailleurs, les inégalités de revenus sont importantes (coefficient de Gini de 40,5 en 2020, ce qui fait de la Bulgarie le pays le plus inégalitaire de l'UE). Le taux de pauvreté s'élevait à 37 % en 2021 selon la Banque Mondiale, le second plus élevé de l'UE.

- **Un secteur bancaire résilient face aux crises**

Le système bancaire bulgare s'est montré résilient face aux différents chocs qui l'ont affecté ces dernières années. Les ratios de solvabilité sont élevés (ratio CAR à 22,3 % fin 2022). Le ralentissement de la croissance et la pandémie n'ont pas eu pour effet d'augmenter le taux de prêts non performants (4,6 % fin 2022). Néanmoins, le Bulgarie a un taux de NPL parmi les plus élevés de la région³, et la fluctuation des prix de l'énergie, la baisse du pouvoir d'achat des ménages pourraient conduire à leur augmentation en 2023.

2. FINANCES PUBLIQUES

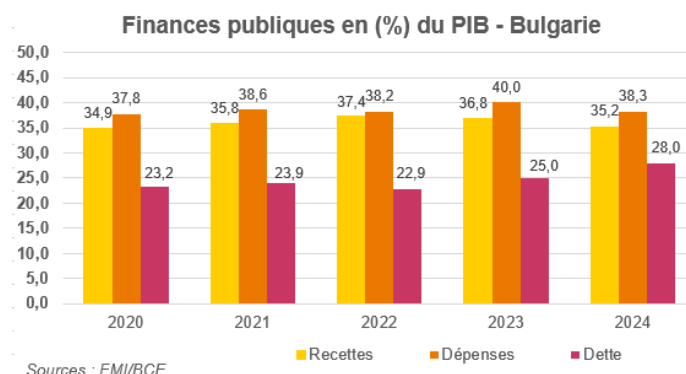
En 2022, le déficit public s'est réduit à -2,8 % du PIB (-3,9 % en 2021) grâce à des efforts de consolidation fiscale⁴ associés à l'arrêt des mesures de soutien mises en place pendant la pandémie.

En 2023 le déficit public devrait repartir à la hausse et s'élever à -4,8 % du PIB selon la Banque Centrale Européenne (BCE). Cette détérioration serait principalement due aux mesures anti-inflation mises en place en 2022 maintenues jusqu'à fin 2024. Ces mesures comprennent une augmentation des retraites de 20 %, une suppression de la TVA à 20 % sur le pain, une réduction de la TVA sur l'électricité ou le gaz naturel, ainsi que des subventions sur l'essence à hauteur de 0,13€/L. Cependant, les principaux partis parlementaires s'étant engagés sur la mise en place de mesures de consolidation, il est possible que le déficit soit inférieur à la prévision de la BCE.

³ En Union Européenne, le taux de NPL moyen s'élevait à 1,79 % en septembre 2022.

⁴ Le gouvernement a notamment fait preuve d'une bonne gestion quant au financement des mesures anti-inflation. Elles ont été financées par un prélèvement sur les

Le niveau d'endettement public de la Bulgarie est faible (22,9 %) en 2022. Il pourrait cependant augmenter à 25 % à l'horizon 2024, en lien avec la détérioration attendue des finances publiques. Le niveau resterait néanmoins modéré et la maturité moyenne de 7 ans, la structure de la dette est en outre favorable.



3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Solde courant proche de l'équilibre en 2023**

En 2022, le déficit courant s'est réduit à -0,7 % du PIB grâce des exportations supplémentaires de blé en substitution au blé ukrainien et russe sur les marchés mondiaux. Cependant, la facture d'importation élevée ainsi que les flux de rapatriement des bénéfices observés en fin d'année ont limité l'amélioration du déficit.

En 2023, le déficit courant devrait légèrement se réduire à -0,5 % du PIB selon le FMI malgré un net ralentissement des exportations. La Zone Euro étant le principal partenaire du pays (66% des exportations) son ralentissement devrait entraîner un moindre dynamisme de la demande externe. Les mesures de soutien aux entreprises (cf. Partie 2) devraient contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises à l'export mais sans pour autant compenser ce contexte externe plus dégradé. En outre, les exportations bulgares seraient moins vigoureuses compte tenu des travaux de maintenance prévues dans l'industrie sidérurgique ainsi que de l'interdiction de vente des produits raffinés issus du pétrole russe. Ainsi, le taux de croissance des exportations devraient ralentir à 2,6 % en 2023 selon le FMI (6,9 % en 2022). Les recettes liées au tourisme freineraient également en lien avec le ralentissement de la Zone Euro, 50% des touristes provenaient de l'UE en 2022.

Néanmoins, la facture à l'importation devrait également ralentir compte tenu de la baisse du prix de l'énergie et de la dérogation obtenue par le pays afin d'accéder au pétrole russe jusque fin 2024. Avec le ralentissement de la demande interne et la substitution par des produits

bénéfices exceptionnels des entreprises publiques du secteur de l'énergie afin de limiter l'augmentation des dépenses publiques. L'effet budgétaire net des mesures a ainsi été limité à 1 % du PIB en 2022 selon l'UE.

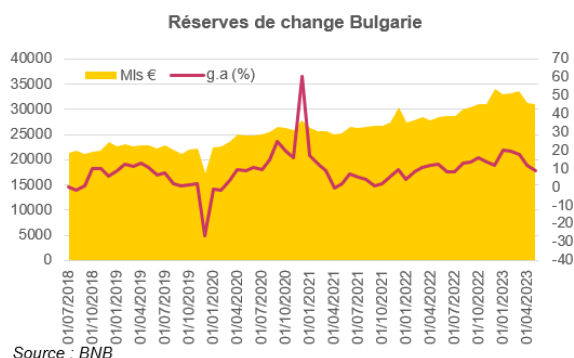


domestiques, les importations décéléreraient à +3,4 % en 2023 selon le FMI (+9,4 % en 2022).

La dette externe s'élèverait à 55 % en 2023 selon le FMI, en légère augmentation par rapport à (53 % du PIB). La dette externe est à 35 % gouvernementale.

- **Réserves de change abondantes**

En 2020, les réserves de change s'élevaient à 11 mois d'importations largement alimenté par les droits de tirages spéciaux mis en place pendant la pandémie⁵. Depuis, les réserves de change ont diminué tout en restant à un niveau élevé de 7 mois d'importations en 2022. En 2023, les réserves de change devraient augmenter à 8,8 mois d'importations selon le FMI.



4. ASPECTS POLITIQUES

- **Instabilité politique et corruption**

Depuis la fin des 12 années de règne de Boiko Borissov en tant que Premier ministre en 2021, l'instabilité politique est particulièrement importante dans le pays. En 2 ans, le pays a tenu 5 élections afin de former un gouvernement. La scène politique est divisée, notamment entre pro-russes et pro-européens et aucune coalition n'a perduré. En avril 2023, après de nouvelles élections non décisives, les différents partis sont parvenus à un accord en faveur d'une alternance au poste de Premier Ministre. Les neuf premiers mois, Nikolay Denkov, issu du parti démocratique (PP-DB), est Premier Ministre, puis Mariya Gabriel, du parti de centre droite (GERB-SDS), lui succédera pour les neuf derniers mois. Cette coalition permet d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale et devrait favoriser la mise en place des réformes approuvées par les deux partis au pouvoir, et ainsi le décaissement de l'intégralité fonds de l'UE pour le PRR courant 2023.

Néanmoins, ce type de fonctionnement pourrait compromettre la continuité de certaines réformes,

⁵ En 2020, le Bulgarie a perçu des droits de tirages spéciaux de 1,05 Mds EUR.

⁶ Des scandales de corruption ont éclaté dans le pays en 2020 et 2021 forçant le GERB-SDS à démissionner. Le PP-DB est alors apparu comme l'alternative anti-corruption, créant des tensions entre les deux partis. Une entente entre les deux partis semblait donc impossible.

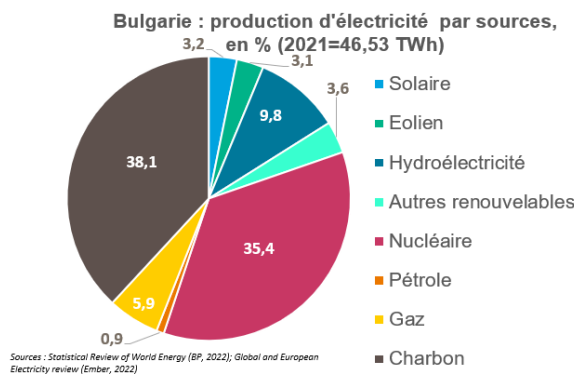
notamment concernant la lutte contre la corruption⁶, qui représente un problème majeur dans le pays. La Bulgarie est classée 78^{ème} sur 180 pays dans l'indice de Perception (CPI) de Transparency International et fait partie des pays de l'UE dans lesquels le niveau de corruption est le plus élevé.

- **L'enjeux de l'intégration à la Zone Euro**

La Bulgarie, déjà membre de l'UE, est candidate à l'adhésion à l'Union Economique et Monétaire (UEM) depuis une décennie. Son adhésion, initialement fixée à 2024, vient d'être décalée à 2025. Déjà membre du MCE II depuis 2020, il s'agit de la première étape à l'adhésion à l'UEM. Cependant, le pays ne parvient à respecter la totalité des critères de convergence exigés, notamment concernant l'inflation⁷.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Bulgarie, classée 49^{ème} sur 181 pays du ND-Gain présente une vulnérabilité plutôt faible aux risques physiques liés au changement climatique. En 2022, il s'agissait du 2^{ème} plus gros émetteur de gaz à effet de serre de l'UE relativement au PIB, selon un rapport de la Commission Européenne. Néanmoins, le pays œuvre pour la transition énergétique, notamment via le plan PRR, dont près de 60% de l'enveloppe est allouée au volet climatique. Le plan comprend des mesures pour la décarbonation de l'économie et le développement d'une agriculture durable. Ainsi, le pays a pour ambition de réduire de 40 % ses émissions de CO2 d'ici 2025⁸



Le pays cherche à transformer son mix électrique, actuellement dominée par la production d'énergie par des centrales à charbon, afin d'atteindre son objectif de neutralité carbone d'ici 2050. La Bulgarie veut multiplier par trois les énergies renouvelables dans sa production d'électricité d'ici 2026 (19,7 % aujourd'hui).

⁷ Pour respecter le critère d'inflation, le taux d'inflation moyen sur un an ne doit pas excéder de 1,5 p.p celui de trois pays membres de la Zone Euro où l'inflation est la plus basse.

⁸ En 2020, la Bulgarie émettait 3,4 tonnes métriques/habitant de CO2.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Elsa Coffy	<i>Economiste stagiaire</i>	elsa.coffy@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi	Responsable / <i>Global trends, Pays développés, pétrole</i>	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.